

Le démantèlement: Le futur du Nucléaire



Rattrapé par la chute vertigineuse des prix de productions des énergies renouvelables ainsi que la pénurie annoncée d'uranium, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire est devenue une entreprise financièrement périlleuse.

Pour rester en vie, l'industrie se réoriente dans les technologies du futur: la gestion des déchets et le démantèlement des vieilles centrales nucléaires. Dans ce dernier domaine, la France prévoit 50 milliards €, l'Angleterre 135 milliards €, l'Allemagne 38, la Suisse 20 et les USA 400 milliards \$.

Tant aux USA qu'en Europe, la chute des coûts marginaux de production électrique force les propriétaires de centrales à revisiter leurs business modèles. Obligé d'amortir à coup de milliards leurs actifs nucléaires, ils sont les premiers à être confronté à cette dure réalité.

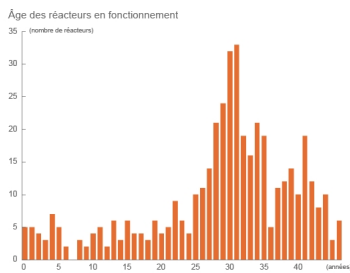
Avec l'essor du gaz de schiste bon marché, les USA ont inauguré cette tendance. Cinq réacteurs sont déjà à l'arrêt et six autres vont suivre.

En Europe, une génération entière de réacteurs construits dans les années 60-80 vont devoir être déconnectés du réseau et démontés en toute sécurité. C'est l'Allemagne qui ouvre le bal.

Paradoxalement, c'est la fermeture des centrales qui va permettre à l'industrie de survivre !

Pendant des décennies, toute l'industrie s'est essentiellement focalisée sur la construction de nouveaux réacteurs sans se préoccuper de leur mise à la retraite.

Ainsi aujourd'hui, peu d'acteurs possèdent ce savoir-faire embryonnaire. La chaîne entière est à inventer, les acteurs à identifier et pour rendre les coûts supportables, le système devra être industrialisé d'autant que l'Europe compte 134 réacteurs.



Graphique D'après données de l'AIEA au 3 août 2015 (©Connaissance des Énergies)

L'Allemagne prend l'avantage

Dès 2020, l'Allemagne ouvrira le bal et commencera à démanteler ses 17 réacteurs. Le gouvernement et les 4 propriétaires ont prévu un budget minimaliste de 38 milliards € qui sera certainement revu à la hausse. Qu'importe, au nom de la sécurité, les budgets n'auront aucune limite pour le plus grand bonheur des entreprises impliquées.

Berlin a le désavantage de service de cobaye à l'industrie et de payer le plein tarif par manque d'industrialisation des processus. Par contre, si Berlin manœuvre bien, ses entreprises, comme Siemens, pourront acquérir l'expérience pour ensuite l'exporter.

La France

Le gouvernement français s'est vu forcé de reprendre la vision d'Areva et la construction d'une méga centrale de 2'300 MW capable de remplacer 2 unités.

Si l'idée était excellente dans le contexte du début des années 2000 avec une Chine assoiffée d'électricité, l'intrusion des énergies renouvelables exige de plus petites unités capables d'interagir avec le mix de production. L'EPR français peine également à convaincre les financiers qui ont pris l'habitude de montants plus petits, sans risque et avec un retour sur investissement plus court.

L'Europe de l'Est compte sur l'Europe de l'Ouest

Les gouvernements des pays de l'Est n'ont pas prévu de budget pour fermer leurs centrales.

Sans le dire publiquement, ils comptent sur les riches pays Européens pour payer la facture et trouver des solutions pour leurs déchets. Par contre, la main d'oeuvre bon marché des pays de l'Est devrait en profiter largement. En effet, l'industrie du nucléaire privilégie et recherche les salaires les plus bas.

Une concurrence entre pays et entreprises

Si Tokyo puise dans son porte-monnaie pour maintenir artificiellement en vie la branche nucléaire de Toshiba, il en va de même pour Paris et Areva.

Pour ces deux pays, qui ont chacun plus de 50 centrales nucléaires à fermer, il est primordial que leur champion national reste sur pied pour effectuer cette tâche et garder l'essentiel des investissements dans le pays.

De leur côté, le Coréen Tepco, le Russe Rosatom ou le Chinois CNNC pourraient proposer leurs services à prix bradés grâce à l'appui financier de leur gouvernement respectif.

Cependant, en Suisse, en France ou en Suède, les citoyens, appelés à payer les énormes factures, risquent de voir d'un mauvais œil le départ de leurs impôts vers la Chine, les USA ou la Russie.

L'Europe

C'est dans ce contexte que les entreprises européennes ont intérêt à s'unir pour offrir une solution locale qui permettra de créer des emplois, de garder l'argent dans les communautés locales et de se profiler dans les marchés internationaux.

Pour l'instant ce processus vient de s'engager. Il faudra attendre les premières fermetures pour identifier les acteurs et leurs muscles.

Espérons que l'Allemagne, l'Angleterre et la France puissent garder un rôle pour orchestrer une solution européenne et établir les normes de sécurité.

Le nucléaire tourne une page plutôt cocasse. Pour survivre, il doit fermer ses centrales et s'orienter vers le démantèlement des 440 réacteurs encore en activité dans le monde.

{rokcomments}